

ALLOCUTION DE BIENVENUE DE M. PIERRE MAUROY
A L'OCCASION DE LA VISITE DU DIRECTEUR GENERAL DE L'UNESCO

Monsieur le directeur général,

Permettez-moi de vous souhaiter la bienvenue dans cette ville de Lille où je me réjouis de vous accueillir pour la première fois.

Il m'est profondément agréable de vous dire à nouveau, Monsieur le directeur général, que la France, pays du siège de l'UNESCO, considère votre action persévérante et courageuse à la tête de l'organisation internationale comme bénéfique. Bénéfique non seulement à l'UNESCO mais aussi, à travers elle, à la communauté des nations et des peuples qu'elle rassemble.

Votre visite est une visite d'amitié et c'est bien ainsi que nous entendons vous recevoir. Nous ne sommes pas là aujourd'hui pour traiter des dossiers qui nous incombent respectivement.

Permettez moi pourtant d'évoquer, en quelques mots, l'actualité récente de la vie de l'organisation.

Je veux parler d'abord de la vingt-deuxième session de la conférence générale de l'UNESCO. Ses travaux ont été fructueux puisqu'ils ont permis, au terme d'un débat très ouvert, de parvenir à l'adoption d'un programme, par consensus, et d'un budget, à l'unanimité moins une seule voix.

Il y avait un projet, celui que vous présentiez, qui correspondait aux orientations du Plan à moyen terme. Le cadre de référence que nous avons tous approuvé pour les années 80 a été respecté. Un débat parfois vif a eu lieu. Des idées ont été échangées. Des modifications ont été proposées. Finalement l'accord s'est fait.

Telle est la règle de la démocratie.

Il vous appartient aujourd'hui, à l'évidence, M. le directeur général, de mettre en oeuvre les décisions qui ont été prises. Il revient à chacun de remplir les engagements auxquels il a souscrit.

La France, pour sa part, respectera ses engagements et continuera, comme elle l'a promis, de soutenir les efforts de l'UNESCO.

D'autres faits se sont produits depuis la conférence générale.

Certaine décision, si elle devait être suivie d'effet, ferait subir à l'organisation une épreuve regrettable. Au moment où, avec ses 161 membres, l'UNESCO atteint son objectif d'universalité, le retrait d'un grand pays entraînerait une perte grave de représentativité, tant géographique que culturelle. Je formule l'espoir, comme vous, qu'une année de réflexion supplémentaire permettra de revenir sur des décisions qui seraient préjudiciables à l'ensemble de la communauté internationale.

Monsieur le directeur général, comme l'a déclaré le président de la République à l'ouverture des travaux de la vingt-deuxième session :

"L'UNESCO est devenue, en dépit des tensions et des drames, ce lieu précieux, hier encore illusoire, où tous les hommes du monde s'arrêtent pour dialoguer et pour agir ensemble (...). En 38 ans, développer l'éducation, favoriser la coopération scientifique, préserver notre patrimoine, et toujours attiser la flamme de l'échange entre tous les pays du monde, qui dit mieux ? Certes, dans ce domaine, rien n'est jamais acquis. Il reste tant à faire. Mais les résultats sont là, le rythme est soutenu".

Toute cette action va dans la bonne direction. Elle correspond aux valeurs qui sont les nôtres. Je veux parler de la solidarité, du progrès des peuples par l'éducation, par les sciences, par les cultures, par la communication. La France sera toujours à vos côtés pour améliorer encore les conditions de fonctionnement de l'organisation.

La nécessaire solidarité entre les peuples, sans dépendance ni soumission

L'Université populaire de Lille accueillait un hôte de marque dimanche, en la personne de M. Amadou-Mahtar M'Bow. La semaine sénégalaise organisée à Lille dans le cadre du partenariat Lille-Saint-Louis du Sénégal en fournissait le prétexte puisque M. M'Bow fut à la fois ministre de l'Education nationale du Sénégal et conseiller municipal de la commune de Saint-Louis. Mais c'est l'éminent professeur qui dirige depuis dix ans l'organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture (U.N.E.S.C.O.) que les Lillois recevaient, Premier ministre en tête, au Grand Théâtre

DEVANT un large public visiblement sensibilisé aux questions « tiers mondistes », M. M'Bow avait choisi de traiter de la « notion de développement ». Discours intelligent, mesuré et constructif, en totale correspondance avec l'esprit du « partenariat » instauré entre les villes de Lille et de Saint-Louis, en complète coïncidence, aussi, avec les options prises par le Premier ministre et le président de la République sur les questions du Tiers monde.

« Suivez le guide »

Quarante ans après la fin de la Deuxième Guerre mondiale, le directeur général de l'U.N.E.S.C.O. pense pouvoir jeter un regard critique sur la réalité des processus de développement. Au lendemain d'un conflit extrêmement dévastateur, le monde industriel se donne pour tâche de reconstruire et la communauté des nations, instaure parallèlement un organisme fondé sur la solidarité, la justice, la liberté et le progrès pour tous. Mais le relèvement économique et social est plus rapide pour les uns que pour les autres. Les principales puissances industrielles creusent l'écart et l'on se plaint à croire que tous les problèmes de l'humanité pourront être résolus à terme, en suivant la voie tracée et défrichée par les plus grands, en calquant leur modèle de croissance.

Une référence unique et universelle qui revient à considérer les problèmes du Tiers monde sous l'angle d'un retard contracté par rapport au monde industrialisé, au point que dans les années soixante, on parle volontiers de « sous-développement ».

Dans cette optique qui inspire de nombreuses actions tiers mondistes, il suffit donc de s'intégrer au marché économique mondial pour accéder au progrès et au mieux-être. La panacée ? Voire...

Un décalage grandissant

Entre 1960 et 1970, une heure de travail au Nord équivaut à quarante heures au Sud. Dans la dynamique de l'indépendance, les jeunes nations consacrent leur énergie à la mise en place d'infrastructures administratives modernes, s'accro-

crochent tant qu'elles peuvent à l'économie mondiale en développant les cultures d'exportation, l'exploration minière, pour satisfaire les besoins extérieurs, au détriment de leurs cultures vivrières. Il leur faut importer davantage, les jeunes nations s'endettent et s'enlisent.

L'écart entre pays riches et pauvres se creuse, pour atteindre des rapports de 1 à 100. Mais apparaît aussi un fossé socio-culturel entre villes et campagnes, un décalage grandissant entre les besoins nouveaux de cités surpeuplées et de zones rurales en proie à une misère effarante, synonyme de carences graves en nourriture, logement, santé, éducation, à l'échelle d'un milliard de personnes.

La voie de la reproduction du modèle industriel est une impasse économique et financière d'autant plus désastreuse qu'elle accroît l'effet de contagion d'un modèle culturel particulier à l'échelle planétaire et peut engendrer, ici ou là, tensions ou aliénation. Certains pays industrialisés, en pleine mutation, n'en sont d'ailleurs pas à l'abri.

« Le triple danger de destruction, de déculturation et de désocialisation a eu pour effet, explique, M. M'Bow, de réveiller face aux forces aveugles de l'économie, le sens de l'identité culturelle et de la cohésion nationale ».

Une voie pour chaque peuple

Les instances ont compris depuis une dizaine d'années la nécessité de favoriser un nouvel ordre mondial plus équitable, en améliorant notamment le « dialogue Nord-Sud », pour permettre à chaque pays la conduite de son propre développement.

Une nouvelle conception se fait jour qui implique un déploiement conjugué de toutes formes d'activités humaines, la reconnaissance de l'articulation « économique-culture » qui permette à chacun de s'épanouir « en vivifiant toutes les sèves créatrices de son propre passé ».

« Cela implique, note le conférencier, que la communauté internationale entreprenne en son sein des changements qui aillent beaucoup plus loin que les retouches qu'elle



Le directeur de l'U.N.E.S.C.O. en conversation avec le Premier ministre.

(Ph. "La Voix du Nord")

envisage actuellement ». Il lui faut renoncer au système inégalitaire d'interdépendance dissymétrique, réorganiser les rapports d'échange, les flux d'information en fonction d'une nécessité première : « Permettre à chaque peuple de frayer sa propre voie de développement dans le respect de celle des autres et à tous les peuples de s'entraider sans que cette aide devienne, pour quiconque, source de dépendance ou moyen de pression ».

Quelques articulation entre développement autonome et nécessaires relations internationales ? Quel liens financiers, technologiques, commerciaux ? Quels rapports entre développement et paix ? La solution à tous ces dilemmes « commence par le souci de satisfaire aux exigences fondamentales de chaque nation, à la lumière des intérêts collectifs de l'humanité — ceux de la liberté, de l'indépendance, de la justice, du procès et de la solidarité pour tous ».

« Un effort de compréhension mutuelle doit permettre à chacun, a conclu le conférencier, de faire entendre sa voix dans le concert de tous ».

« Une décision préjudiciable à l'ensemble de la communauté »

La question qui devait être posée ensuite à M. M'Bow venait à point pour illustrer cette théorie. Elle concernait la volonté des Etats-Unis de quitter une organisation pourtant forte de 161 Etats. Décision d'autant plus lourde de conséquences pour l'U.N.E.S.C.O. qu'elle priverait l'organisation d'un quart

de ses recettes. Si le directeur général n'a pas voulu prendre position en la circonstance, il n'en a pas moins affirmé « qu'aucun pays ne devrait penser imposer son propre point de vue aux autres ».

La balle fut reprise au bond par M. Pierre Mauroy, dans une réception de bienvenue ? La vingt-deuxième session de la conférence générale de l'U.N.S.C.O., dit en substance le Premier ministre, a permis d'aboutir à un consensus après un débat assez vif parfois. Mais l'accord a été fait. « Il revient à chacun de remplir les engagements auxquels il a souscrit. La France pour sa part respectera ses engagements (...). Certaine décision, si elle était suivie d'effet, ferait l'espoir comme vous, qu'une année de réflexion supplémentaire permettrait de revenir sur des décisions préjudiciables à l'ensemble de la communauté internationale ».

J.-P. BONDUEL.

Dimanche prochain : "Nos ancêtres les Gaulois"

La prochaine conférence de l'Université Populaire dimanche 5 à 10 h 30, sera animée par M. Michel Rouche, directeur de l'U.E.R. d'histoire et d'archéologie à l'Université de Lille III, spécialiste du Haut Moyen-Age. Le conférencier, auteur d'un grand nombre d'ouvrages sur le sujet, parlera, de "Nos ancêtres les Gaulois".